Au coeur d'une délégation genevoise partie découvrir l'Iran et ses pépites

Reportage Cette semaine, plus de soixante chefs d'entreprise, avocats d'affaires, banquiers privés ou hôteliers genevois se sont rendus en Iran, pays si prometteur. «Le Matin Dimanche» a pu les suivre.

Le Matin 1 May 2016 Elisabeth Eckert, envoyée spéciale en Iran elisabeth.eckert@lematindimanche.ch

L'affaire est conclue. La compagnie aérienne IranAir n'attend plus que la livraison de ses avions auprès d'Airbus, de Boeing ou de Bombardier. Mais, nous révèle Pierre Maudet, ministre genevois de l'Economie, à Téhéran, «IranAir, semble-t-il, a obtenu les assurances bancaires nécessaires et est en passe de boucler toutes les démarches administratives afférentes. Une liaison directe entre la Suisse et l'Iran devrait être rétablie d'ici douze mois».

La chose ne fut pas simple. Outre de devoir se doter d'une nouvelle flotte, IranAir avait besoin de s'assurer d'un ravitaillement en kérosène. A l'aéroport de Genève, c'est Total qui détient le marché de la pompe à essence. Or, sa banque, le Credit Suisse, n'a pas voulu couvrir le risque de défaut de paiement de la part d'IranAir. Résultat des courses: le retour de la compagnie aérienne iranienne à Genève – la liaison qui fut durant des décennies l'une des plus rentables du groupe – a, ces derniers mois, été compromis. «Selon mes derniers contacts, cette semaine, ce problème de cautionnement serait résolu», nous affirme Pierre Maudet. IranAir aurait trouvé une autre banque créancière et n'attend plus que la livraison de nouveaux avions pour assurer une liaison directe avec la Suisse. Cela peut paraître anecdotique, mais il n'en est rien. Depuis cinq siècles, la Suisse et l'Iran vivent une véritable histoire d'amour commerciale. De l'arc lémanique à Téhéran, tout le monde ne rêve plus qu'à voir renaître ce cordon ombilical séculaire.

Les sanctions ont profité aux Chinois

A l'hôtel Esteghlal, un ex-Hilton quelque peu décati où est descendue la délégation économique genevoise qui s'est rendue cette semaine en Iran, les Chinois envahissent l'espace. Ils sont là pour négocier des contrats de télécommunications avec le gouvernement de Hassan Rohani. Et pour cause. Le wi-fi, quand il existe, est régulièrement aux abonnés absents. Les liaisons téléphoniques sont des plus aléatoires, et même les courriels peinent à passer. L'Iran est un désert en matière de connexion Internet avec l'étranger. Dans la capitale iranienne, les businessmen sont en déshérence et pianotent frénétiquement sur leur smartphone ou leur tablette, dans l'espoir de capter une onde furtive. Les Chinois sont donc là pour corriger tout cela. Parmi bien d'autres choses... Car, comme nous l'explique Giuseppe Carella, CEO de Nestlé Iran, «la Chine a clairement remplacé les Européens durant les six ans qu'ont durés les sanctions».



Loin des clichés, les femmes iraniennes représentent aujourd'hui 60% des ét
plus en plus aux postes à responsabilité.

Face à l'armada asiatique sise à l'hôtel Esteghlal, la mission économique de Genève, bien que forte de soixante chefs d'entreprise, avocats d'affaires et banquiers privés de l'arc lémanique – la plus importante délégation que la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) ait jamais conduite –, fait quelque



udiants à l'université et accèdent de

peu pâle figure... Et pourtant. Entre le 23 et le 30 avril, les membres de cette mission éco- nomique exceptionnelle, que «Le Matin Dimanche» a pu suivre de l'intérieur, ont rencontré des personnalités de tout premier plan et établi des contacts avec quelque 250



femmes et hommes chefs d'entreprise iraniens lors du Geneva-Tehran Business Forum. Du ministre des routes et du développement urbain Ahmed Akhoundi – responsable des quelque 250 milliards de dollars d'investissements nécessaires pour rénover et surtout bâtir de nouvelles infrastructures routières, aériennes, ferroviaires et portuaires – au vice-gouverneur de la Banque centrale iranienne, Gholam-Ali Kamyab, en passant par les dirigeants de l'Autorité de surveillance du marché des capitaux (la Securities and Exchange Organization, qui supervise les quatre Bourses iraniennes, y compris celle des matières premières), les rendez-vous avec les décideurs n'ont pas manqué.

Vraie cote d'amour pour la Suisse

Et pour cause. Même si la Suisse est un nain face aux Chinois, aux Coréens ou aux Allemands, déjà dans les starting-blocks pour investir des centaines de milliards de dollars en Iran, elle bénéficie d'une cote d'amour à faire pâlir de jalousie les plus grandes puissances mondiales. «Cela est dû à sa réputation de qualité et d'excellence», déclare Giuseppe Carella, mais aussi, renchérit le vice-gouverneur de la Banque centrale iranienne, «cela provient du fait que les relations commerciales entre la Suisse et l'Iran remontent très loin dans l'histoire», au XVIIe siècle, lorsque des horlogers suisses se sont établis dans l'Empire perse.

En réalité, personne n'oublie que la Suisse représente les intérêts diplomatiques des Etats-Unis à Téhéran et que la levée des sanctions, infligées pour cause de programme nucléaire à des fins militaires, s'est déroulée à Genève et Lausanne en automne dernier.



Pierre Maudet avec à droite Pierre Poncet, président de la CCIG, et le président de la Chambre de commerce de Téhéran.

«Il nous faut de l'argent!»

«Je n'ai jamais vu un tel accueil, un tel respect pour notre pays», s'exclame Laurent

UMaendly, président et CEO de CFIG Compagnie Financière Internationale, qui n'en est pourtant pas à sa première participation à une mission économique. Le Genevois résume ici le sentiment de tous. «C'est exceptionnel d'être un acteur d'une transition économique historique, nous confie Vincent Subilia, directeur-adjoint et responsable des affaires internationales de la CCIG. L'Iran sort d'une décennie de glaciation où cet Etat de 80 millions d'habitants, dont plus de la moitié a moins de 30 ans, a vécu comme une île au sein du Moyen-Orient. Il y a là des opportunités uniques à saisir.»

Vraiment? Dans l'immense bâtiment qui accueille le ministère des routes, Ahmed Akhoundi douche sèchement ces espoirs d'un argent vite gagné. «Ce qu'il nous faut, ce sont des financements, de l'argent. Or, je m'étonne du manque de créativité des banquiers, assène-t-il à la délégation genevoise. Notre pays n'est pas à vendre. Il faut donc inventer des véhicules communs, pour lever des fonds sur les marchés financiers.» Or, là aussi, les Chinois, les Coréens, les Allemands et même les Italiens ont une grosse longueur d'avance sur les Suisses. La plupart des investissements se font, par exemple, sous forme de leasing, comme pour l'achat d'une voiture. Pour l'heure, le silence des grandes banques suisses reste assourdissant.

Cette mission est un succès. Des collaborations, voire des contrats ont déjà été signés
Pierre Maudet, ministre de l'Economie

Lire aussi en page 26